



Conseil économique et social

Distr. générale
17 octobre 2012
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2013
21-30 janvier et 8 février 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations non
gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Hong Kong Federation of Women	3
2. Human Lactation Center	5
3. Humane Society of the United States	6
4. Institut ibéro-américain du droit aéronautique et de l'espace et de l'aviation commerciale . . .	8
5. Indian Social Institute	9
6. Institute for Agriculture and Trade Policy	11
7. Institute for Multicultural Communications, Cooperation and Development	13
8. Institute for the Development of Education, Arts and Leisure	15
9. Institut du développement social international	17
10. Institute of Marine Engineering, Science and Technology	18
11. Institute of Social Studies Trust	20
12. International Association against Painful Experiments on Animals	21



13. Fédération internationale de l'automobile	22
14. International Buddhist Relief Organisation	24
15. Bureau international catholique de l'enfance	25

1. Hong Kong Federation of Women

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

La Hong Kong Federation of Women, créée en 1993, est une organisation apolitique et sans but lucratif, comptant plus de 100 000 membres, dont 1 500 membres individuels et 64 entreprises. L'organisation a obtenu du Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong une extension du bail, et le T.S. Kwok Service Centre de la Hong Kong Federation of Women a été achevé en 2010. L'organisation entretient d'excellentes relations avec la Fédération des femmes de Chine depuis 1993.

Objectifs et mission de l'organisation

Les principaux objectifs de l'organisation sont d'unir les femmes des conditions sociales les plus diverses, d'étudier et de faire des exposés sur les affaires de la communauté, d'améliorer et de défendre les droits légitimes et le statut des femmes, et d'être en contact avec des organisations semblables du monde entier.

Changements à signaler

Une assemblée générale extraordinaire s'est tenue en janvier 2011 pour faire passer le nombre maximum de membres du Conseil de 45 à 54, compte tenu de l'essor de l'organisation.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation :

a) A invité plus de 500 femmes influentes de Chine et de la région Asie-Pacifique à participer au Forum des femmes d'Asie et du Pacifique en août. Les orateurs étaient aussi bien des personnalités politiques, que des intellectuels, des fonctionnaires et des membres de professions libérales. Le Forum, qui avait pour thème « Le rôle des femmes dans un monde en évolution », a porté sur des sujets tels que l'éducation, la protection de l'environnement et les domaines sociaux et politiques;

b) A organisé en août 2010 un Forum Beijing +15 sur la situation des femmes afin de faire le bilan de la mise en œuvre de la Déclaration de Beijing. Les participants au Forum et plus de 160 délégués ont échangé des idées sur les difficultés rencontrées par les femmes;

c) A organisé à Shanghai (Chine) en septembre 2010 une réunion/commémoration dans le cadre de Beijing+15 sur le dynamisme des femmes et le développement économique dans la période d'après crise. Plus de 105 femmes exerçant de hautes fonctions et provenant de plusieurs pays ont débattu le rôle joué par les femmes pendant les crises économiques mondiales;

d) A organisé en novembre 2010 un concours de théâtre pour les élèves du secondaire, afin de promouvoir auprès des jeunes l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

e) A œuvré pour la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes en novembre 2010 par le biais d'émissions de radio et télévision, de suppléments dans les journaux et d'une cérémonie en plein air.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'organisation :

a) Ont participé à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme à New York et organisé un débat public lors de la manifestation parallèle sur le thème « Autonomisation et formation de jeunes femmes à l'exercice des responsabilités », qui a fait état des problèmes auxquels se heurtent les femmes de Hong Kong (Chine) en matière d'emploi, de mariage et de participation sociale. Plus de 100 participants étaient présents et sont intervenus directement;

b) Ont participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme à New York. La Fédération des femmes de Chine a invité l'organisation à coanimer une manifestation parallèle intitulée « La crise économique et financière dans une perspective féminine ». La délégation de l'organisation a rapporté des informations sur le Conseil économique et social et les Objectifs du Millénaire pour le développement à partager avec les organisations non gouvernementales (ONG).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2009, l'organisation a fait don de 1 200 000 dollars de Hong Kong (153 800 dollars des États-Unis) à la Fédération des femmes de Chine pour la publication et la promotion d'un livre et de matériel pédagogique sur un « guide de la consommation verte », initiative commune du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds de développement pour les femmes de Chine sous l'égide de la Fédération des femmes de Chine.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a fait don de plus de 1 000 000 dollars de Hong Kong (128 200 dollars des États-Unis) aux victimes des tremblements de terre en Chine; a construit quatre cliniques rurales pour femmes à Chongqing (Chine); et a travaillé en partenariat avec les ONG de femmes locales dans le cadre de l'initiative « Ripple Action » (« Onde de choc »). Depuis 2008, près de 30 activités ont été menées pour les personnes démunies des quartiers pauvres de Hong Kong, notamment des visites aux personnes âgées, des bilans médicaux gratuits pour les femmes pauvres, une permanence téléphonique gratuite où sont donnés des conseils juridiques et des informations sur les différends conjugaux, la mise en place d'équipes de « grands frères » pour l'éducation des jeunes, et des services aux familles appartenant à des minorités ethniques.

2. Human Lactation Center

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Le Human Lactation Center est une organisation à but non lucratif qui a une influence dans le monde entier et s'intéresse aux problèmes touchant le bien-être des mères et des enfants, par exemple l'allaitement maternel, l'accompagnement (doulas), les violences sexuelles et rituelles, et la torture.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue aux activités des Nations Unies en participant à des rencontres professionnelles, en organisant des conférences, en rédigeant des textes, en effectuant des recherches et en répondant aux informations sur l'allaitement maternel et l'accompagnement. Elle s'occupe du problème de la nutrition des nourrissons en faisant connaître les résultats de ses recherches, selon lesquels une personne (« doula ») qui accompagne une mère allaitante lui permet d'avoir suffisamment de lait. Le terme « doula » a été introduit en Amérique grâce aux travaux de l'organisation et s'est généralisé, donnant lieu à six millions de connexions sur Google. Il est désormais utilisé pour désigner une accompagnante qui travaille dans le secteur des soins de santé, les hospices et les prisons. Par ailleurs, les recherches effectuées par l'organisation sur l'enfance font apparaître un lien entre traumatisme et violence sexuelle, ce qui s'est traduit par une sensibilisation aux problèmes de violence rituelle et de torture des femmes et des enfants à travers le monde.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a contribué aux travaux de l'ONU en participant aux réunions suivantes, entre autres :

- Cinquante-deuxième à cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la femme à New York. Elle a également assisté à de nombreuses activités parallèles et rencontres connexes.
- Réunions préparatoires et mensuelles du Groupe d'étude féminin sur les changements climatiques mondiaux de 2008 à 2011.
- Réunions mensuelles du Comité des organisations non gouvernementales sur la spiritualité, les valeurs et les questions universelles de 2008 à 2011.
- Réunions du Comité des organisations non gouvernementales sur la santé mentale de 2008 à 2011.
- Dix-septième session de la Commission du développement durable, manifestation parallèle sur le thème de la protection de la santé contre les changements climatiques, 5 mai 2009.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a concentré la plupart de ses efforts sur les partenariats avec d'autres organisations et individus travaillant directement avec d'anciennes victimes de sévices sexuels et de tortures à l'échelon international. De plus, elle continue à

servir de centre d'échange d'informations sur l'allaitement maternel et tous les aspects de l'accompagnement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation ont tenté d'apporter des réponses à trois Objectifs du Millénaire pour le développement : santé maternelle, santé infantile et alimentation du nourrisson par allaitement au sein.

3. Humane Society of the United States

Statut consultatif général : 1996

Introduction

La Humane Society of the United States s'efforce de créer un monde qui fasse preuve d'humanité et qui soit viable pour tous les animaux, y compris les humains.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, l'organisation :

a) A participé à la quinzième réunion de la Conférence des Parties (Doha, 13-25 mars 2010), au cours de laquelle elle a plaidé pour le maintien ou le renforcement de la protection des ours polaires, des grenouilles, des lynx, des requins et des éléphants. Les mesures de protection des éléphants d'Afrique et des lynx ont été maintenues, tandis qu'il a été décidé de protéger le triton tacheté de Kaiser, la grenouille arboricole *Agalychnis*, l'iguane à queue épineuse et des plantes de Madagascar;

b) A participé aux réunions du Comité pour les animaux, de la vingt-troisième à la vingt-cinquième (Genève, 19-24 avril 2008, 20-24 avril 2009 et 18-22 juillet 2011 respectivement) et dispensé des conseils techniques pour la définition de nouveaux critères biologiques de classement des espèces et une analyse juridique des meilleures pratiques;

c) A participé aux réunions du Comité permanent, de la cinquante-septième à la soixante et unième (Genève, 14-18 juillet 2008; Genève, 6-10 juillet 2009; Doha, 12 mars 2010; Doha, 25 mars 2010; Genève, 15-19 août 2011) et fourni des conseils techniques et des analyses juridiques;

d) A participé à un séminaire d'experts internationaux sur les constats d'absence de dommages (Cancun (Mexique), 17-22 novembre) et siégé au comité directeur du séminaire.

Dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, l'organisation :

a) A participé à la neuvième réunion de la Conférence des Parties où elle a fait fonction de conseiller pour la délégation du Gouvernement australien (Bonn (Allemagne), 19-30 mai 2008);

b) A participé à la dixième session afin de mettre en valeur l'importance des liens entre changement climatique et biodiversité (Nagoya (Japon), 18-9 octobre 2010).

Dans le cadre du Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées à la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes, l'organisation a participé aux réunions du Protocole, de la quatrième à la sixième (Montego Bay (Jamaïque), 10 mai 2010; Saint Johns (Antigua-et-Barbuda), 8 septembre 2008; Gosier (Guadeloupe, France), 2 juillet 2008) en vue de mieux protéger les espèces concernées. Des critères d'inscription sur la liste figurant dans les annexes fondés sur la science et le principe de précaution ont été adoptés, ainsi qu'un plan d'action en faveur des mammifères marins. Un groupe de travail sur les critères de dérogation a également été créé.

Dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'organisation :

a) A participé aux sessions des Groupes de travail spéciaux de l'action concertée à long terme au titre de la Convention et des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto (Bonn (Allemagne), juin 2008) afin d'encourager les réalisations relatives à la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD). En 2008, elle a également participé aux discussions sur les changements climatiques où elle a mis en avant les résultats de REDD (Accra, août) et à la quatorzième session de la Conférence des Parties (Poznan (Pologne), décembre) pour veiller à ce que la dégradation des forêts soit le premier objectif du mécanisme REDD;

b) A participé aux sessions de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et des Groupes de travail spéciaux de l'action concertée à long terme au titre de la Convention et des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto pour faire la promotion des réalisations de REDD (Bonn (Allemagne), juin 2009) et pour faire campagne contre le risque de détournement du dispositif de comptabilisation des émissions (octobre 2009). Elle a aussi assisté à la quinzième réunion de la Conférence des Parties pour évoquer l'incidence des animaux de ferme sur les changements climatiques et inclure d'importants garde-fous dans le texte de REDD (Copenhague, décembre 2009);

c) A participé à la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention et à la sixième session de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto, qui a eu lieu à Cancun (Mexique) en 2010, et a travaillé sur la manière dont les animaux de ferme influent de façon malencontreuse sur les changements climatiques et en sont victimes. L'organisation a tenu un stand d'exposition et a préconisé des mesures pour diminuer les effets des émissions liées à l'agriculture qui ont des répercussions sur les conditions de vie des animaux de ferme;

d) A participé à la dix-septième session de la Conférence des Parties, qui s'est tenue à Durban (Afrique du Sud) en novembre et décembre 2011, et a mis en place un stand d'exposition et une activité parallèle pour faire prendre conscience des conséquences qu'ont les changements climatiques sur les animaux de ferme et des conséquences qu'engendrent les animaux.

Dans le cadre de la Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines, l'organisation a participé à la quatrième Conférence des Parties (San José (Costa Rica), 23-24 avril 2009) afin de soutenir l'adoption d'une résolution sur l'habitat des tortues marines et les changements climatiques.

Dans le cadre de la Division de la production et de la santé animales de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'organisation a assisté à un débat public sur le renforcement des capacités pour mettre en œuvre de bonnes pratiques en matière de protection des animaux, a fait une communication et présenté un rapport écrit à la réunion d'experts (Rome, 29 septembre 2008).

Dans le cadre de la Convention sur les espèces migratrices, l'organisation :

a) A participé à la neuvième réunion de la Conférence des Parties, tenue à Rome en décembre 2008, et a usé de son influence, avec succès, pour faire inscrire quatre espèces de requin dans les annexes de la Convention. Elle a aussi participé à la réunion portant sur le Mémorandum d'accord sur la conservation des requins migrateurs et fait pression, sans succès, pour que l'accord soit juridiquement contraignant;

b) A fait campagne, à Manille en février 2010, pour l'adoption du Mémorandum d'accord sur la conservation des requins migrateurs.

Dans le cadre du Comité des pêches de la FAO, l'organisation a assisté à la session du Comité (Rome, mars 2009), lors de laquelle elle a invité les pays d'Amérique latine à appuyer l'intervention proposée par le Costa Rica sur le prélèvement des ailerons de requin, et en janvier-février 2011 a aidé le Gouvernement du Costa Rica à organiser une manifestation parallèle sur la pratique du dépeçage de requins pour leurs ailerons, qui a permis de présenter les résultats d'une journée d'études techniques.

4. Institut ibéro-américain du droit aéronautique et de l'espace et de l'aviation commerciale

Statut consultatif spécial : 1976

Introduction

L'Institut ibéro-américain du droit aéronautique et de l'espace et de l'aviation commerciale s'efforce de poursuivre son étroite collaboration avec le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Les objectifs de l'Institut sont de faire avancer les connaissances, de faire œuvre de sensibilisation et d'instaurer une coopération internationale dans le domaine du droit aéronautique et de l'espace et de l'aviation commerciale. Ses principales activités consistent à organiser des congrès, animer des cours et des séminaires, publier des livres, signer des accords de coopération avec des organismes publics et participer à des congrès et conférences prônant l'harmonisation des critères dans le transport aérien et les politiques spatiales des pays d'Amérique latine, qui sont communiqués aux Nations Unies, à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Changements à signaler

Pas de changements.

Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Les buts poursuivis par l'Institut sont conformes à ceux des Nations Unies et portent sur des sujets qui relèvent de la compétence de l'ONU, de l'OACI et du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, à savoir les recherches et la diffusion du droit international, notamment le droit aérien et spatial.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Institut est une organisation à but non lucratif dotée de très modestes ressources sur le plan financier, tirées des cotisations annuelles des membres et de la subvention annuelle versée par la Fondation Aena, entreprise de gestion aéroportuaire et de navigation aérienne en Espagne, en vertu d'un accord de coopération applicable uniquement aux activités universitaires et aux publications, mais non aux manifestations conviviales. De ce fait, l'Institut n'est pas en mesure de financer la participation de ses représentants aux réunions des organismes des Nations Unies, même s'ils souhaitent vivement y participer.

Coopération avec les institutions des Nations Unies

L'Institut a organisé 39 congrès sur le droit aérien et spatial. Il a publié le compte rendu intégral des travaux des 30 congrès, ainsi que 26 documents rédigés par des experts juridiques. Chaque année l'Institut organise un congrès qui traite de questions concernant le droit aérien et spatial. Il importe de noter la coopération qui existe entre l'Institut et l'OACI : après les réunions de l'Institut, des conclusions sont adoptées et, une fois approuvées par l'assemblée plénière, elles sont communiquées à l'OACI, à la Commission latino-américaine de l'aviation civile ainsi qu'aux ambassades et compagnies aériennes des pays d'Amérique latine.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre de ses activités de recherche et d'information sur la législation relative à l'aviation et l'espace, l'Institut dirige des séminaires et réalise des publications qui contribuent à la promotion du développement durable, à la viabilité écologique et à un partenariat mondial pour le développement.

5. Indian Social Institute**Statut consultatif spécial : 2004****Introduction**

L'Indian Social Institute de New Delhi a été fondé en 1951 pour répondre aux défis posés par l'édification de la nation et l'émergence d'un nouvel ordre social dans l'Inde indépendante. La vision, la mission, les objectifs et orientations de cette organisation en apprentissage permanent depuis les cinquante dernières années ont évolué pour s'adapter aux transformations du pays.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les contributions ont été de plusieurs sortes :

- En septembre 2008, l'organisation a lancé un programme, soutenu par Misereor (Allemagne), intitulé « Comprendre et résoudre les conflits sociaux : initiatives pour la paix et la justice », dans huit états du nord de l'Inde.
- Du 27 janvier au 1er février 2009, des représentants ont participé au Forum social mondial qui portait sur les peuples autochtones et le développement, tenu à Belém (Brésil).
- Du 9 au 19 avril 2011, l'organisation a dirigé le programme de consolidation de la paix en Asie mis en place par Caritas Asia à Bangkok et Negombo (Sri Lanka).
- De 2008 à 2011, l'organisation a participé à des recherches et des ateliers sur les droits de l'homme, l'autonomisation des femmes, l'alimentation et les moyens de subsistance, les peuples autochtones et les médias, le développement équitable et les ressources naturelles dans cinq états de l'Inde.
- De 2008 à 2011, l'organisation s'est engagée en faveur de l'enseignement du droit dans les universités et d'institutions qui permettent aux personnes marginalisées de s'assumer.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2010, des représentants ont assisté à la neuvième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (New York, 19-30 avril), au cours de laquelle a été prononcée une déclaration sur les droits des populations autochtones. Lors de la réunion du Caucus asiatique avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme, les représentants ont mis celui-ci au fait de la situation effroyable des tribus en Inde et ont présenté un rapport.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Constitution de réseaux d'échanges avec le Bureau baha'i pour la promotion de la femme à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme sur le financement de la parité et de l'autonomisation des femmes, New Delhi, avril 2008.
- Constitution de réseaux d'échanges avec l'Initiative mondiale pour la santé des femmes, New Delhi, octobre 2008.
- Projet en liaison avec le People's Alliance Network concernant un contre-rapport au rapport périodique soumis par le Gouvernement indien au Comité des droits de l'enfant, New Delhi, 2008-2009.
- Projet en liaison avec Action pour la production alimentaire pour le PNUD intitulé « Réduction de la vulnérabilité par la responsabilisation des collectivités et le contrôle de l'eau » à Marwar (Inde), 2010.
- Consultation nationale sur le développement, les droits de l'homme et l'État pour commémorer la Journée internationale des droits de l'homme, organisée avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science

et la culture (UNESCO) et du Ministère du développement des ressources humaines de l'Inde, 10 décembre 2009.

- Atelier sur le thème « Au-delà de la violence : le mouvement maoïste », organisé avec l'appui de l'UNESCO et du Ministère du développement des ressources humaines, 13 février 2010.
- A participé à une conférence sur le rôle de la philanthropie dans les efforts de consolidation de la paix visant à s'attaquer à l'injustice structurelle en Asie du Sud au PNUD, New Delhi, 26 février 2010.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

Des représentants ont participé à une consultation nationale dont le thème était « Les Objectifs du Millénaire pour le développement et les laissés-pour-compte de la société : analyse critique », organisée par l'Indian Institute of Dalit Studies, New Delhi, et la National Campaign for Dalit Human Rights à New Delhi le 22 août 2008. En ce qui concerne l'objectif 2, une évaluation des projets éducatifs du Ministère des affaires tribales de l'Inde dans les états de Chhattisgarh, Jharkhand, Madhya Pradesh et Orissa a été effectuée en 2008. En ce qui concerne l'objectif 3, la promotion de l'égalité des sexes, une étude intitulée « Programme éducatif pour l'enrichissement de la vie : initiative en faveur de l'autonomie des femmes et des filles » a été conduite de 2008 à 2009.

6. Institute for Agriculture and Trade Policy

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Le siège de l'Institute for Agriculture and Trade Policy se trouve à Minneapolis, Minnesota (États-Unis d'Amérique). L'Institut s'emploie à établir les règles en matière de commerce, climat, finances et agriculture qui permettent aux collectivités locales, notamment aux femmes, de revendiquer leurs droits à la nourriture et à l'eau. Il fait campagne dans le cadre d'une coalition mondiale avec les organisations de la société civile, rend compte des réunions qui ont lieu lors des forums de l'ONU et contribue à faciliter le dialogue entre les organisations de la société civile et les délégués du Gouvernement.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation suit régulièrement les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) relatives à l'agriculture, et depuis 2009 applique cette expertise à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et au Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Elle rédige des textes et organise de nombreuses réunions sur les questions liées à l'agriculture, au commerce, au climat et aux finances, offrant une analyse des problèmes aux organisations de la société civile, aux autorités, aux délégués et aux négociateurs. Ses activités ont été notamment les suivantes :

- a) L'organisation d'une conférence, conjointement avec les partenaires des organisations de la société civile, intitulée « Le problème de l'alimentation au

niveau mondial : trouver des stratégies en matière de commerce et d'investissement au service du droit à l'alimentation » à Genève en novembre 2008. Les orateurs étaient, entre autres, le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy; le représentant des États-Unis à l'OMC, Peter F. Allgeier; le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter; et le Coordonnateur de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, David Nabarro;

b) La présentation d'observations en 2009 à la Commission d'experts chargée d'examiner les réformes du système monétaire et financier international, préconisant une réforme des marchés à terme des produits de base;

c) La présentation de communications en mai 2009 et mai 2010 à des symposiums dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) au sujet de la financiarisation des marchés des produits de base;

d) La rédaction, avec des militants pour l'eau en 2009, d'un appel pour la défense de l'eau et du climat lors de la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui a eu lieu à Copenhague;

e) L'organisation en février et avril 2010, de concert avec le Bureau de la Société des Amis auprès des Nations Unies, de rencontres des négociateurs gouvernementaux pour l'agriculture à Genève afin de réfléchir aux règles du commerce agricole;

f) L'organisation d'une réunion à Bruxelles en juin 2010 sur les réserves alimentaires, qui a rassemblé des participants issus du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, de la CNUCED, des gouvernements de Belgique, France et Allemagne, et de la Commission de développement de l'Union européenne.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a participé à des réunions de la Commission du développement durable, la CNUCED, l'OMC, notamment le Forum public de l'OMC, la FAO, notamment le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire et aux réunions du Comité des produits de la FAO, de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et des organes subsidiaires et groupes de travail spéciaux de la Conférence.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En juillet 2008, l'organisation, avec le concours des organisations de la société civile et des négociateurs de l'OMC, a convoqué des réunions à Genève entre les négociateurs commerciaux et les dirigeants de syndicats et d'associations d'agriculteurs de pays en développement.

En juin 2009, elle a organisé avec le Center of Concern et la Mission permanente de la République-Unie de Tanzanie auprès des Nations Unies une manifestation en marge d'une réunion de haut niveau sur le développement et la réforme financière internationale à New York. L'organisation a contribué à établir la version finale de la déclaration présentée à la réunion de haut niveau et a présidé une rencontre destinée à recueillir les dernières propositions des membres du forum. L'organisation a également participé aux séances relatives à la stratégie des

organisations de la société civile avec Pablo Solón, représentant permanent de l'État plurinational de Bolivie auprès de l'ONU à l'époque.

En mai 2010, l'organisation a été invitée à participer à une réunion organisée par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la sécurité alimentaire et la nutrition à Dublin afin d'examiner le plan d'action commun pour surmonter la crise alimentaire. Elle a aussi coprésidé avec l'OMC le groupe de travail sur le commerce.

7. Institute for Multicultural Communications, Cooperation and Development

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

L'action de l'Institute for Multicultural Communications, Cooperation and Development est centrée sur le renforcement des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine. L'Institut s'emploie à favoriser la coopération, le commerce, l'intégration et le développement parmi et entre les entrepreneurs, militants et spécialistes dans les domaines économique, social, culturel et politique dans les Caraïbes, en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Amérique du Nord et dans les communautés transnationales en plein essor de ces régions. Depuis 2004, l'Institut a adopté une structure organisationnelle et une stratégie plus ouvertes et concertées, qui lui ont permis de consolider ses rapports avec ses partenaires et de nouer de nouvelles alliances cruciales.

Contribution à des activités des Nations Unies

Un programme de travail élargi et plus diversifié a été mis au point, plus en phase avec celui des Nations Unies. En conjuguant les recherches théoriques et les connaissances acquises lors de forums et d'échanges avec les collectivités à travers des projets pilotes sur le terrain, l'organisation peut intervenir plus efficacement à tous les niveaux de la société. Le fait de partager les résultats des recherches avec le public et de les utiliser pour améliorer les actions et mieux communiquer ses projets à son réseau a renforcé l'efficacité de leur action pour promouvoir la solidarité entre les divers groupes qui résident dans le Bronx (États-Unis). Grâce à la collaboration avec la diaspora qui habite le Bronx, l'Institut a été capable de travailler au sein des communautés transnationales qui assurent le lien entre les habitants du Bronx et ceux qui vivent au-delà des frontières. Il a établi un programme de travail ancré dans la société civile à l'échelle locale, régionale et mondiale, qui encourage le développement, le rapprochement culturel et l'unité parmi et entre les communautés diverses et divisées et soutient les activités des Nations Unies.

Deux des principes fondamentaux du réseau de l'organisation sont les « 3 D » – diversité, développement et démocratie – et le renforcement des communautés ou revitalisation des villes. Sa mission consiste à organiser des rencontres, des conférences et des échanges avec des collectivités tout en expliquant le programme de travail de l'Institut et celui des Nations Unies. Pendant la période considérée, l'Institut a organisé des forums dans des établissements scolaires sur des thèmes tels que le pouvoir populaire dans la République bolivarienne du Venezuela (Brooklyn College, mai 2009); la gouvernance et le développement démocratique au Ghana

(Seton Hall University, novembre 2009); et la diversité, le développement et la démocratie en Turquie (avril 2011).

Ces discussions ont joué un rôle décisif dans la consolidation des relations de l'organisation avec ses partenaires et la création de nouvelles alliances, tout en permettant d'informer les communautés sur sa collaboration avec les Nations Unies. Par exemple, l'organisation a établi de bons rapports avec la Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'ONU, le Consulat vénézuélien à New York et les membres de la diaspora vénézuélienne dans l'agglomération new-yorkaise. Actuellement, elle étudie la possibilité de réaliser un programme éducatif télévisuel commun sur l'écologie, qui comparera les progrès accomplis dans l'agriculture en zone urbaine et les communautés de l'État plurinational de Bolivie, du Brésil, d'Équateur et de la République bolivarienne du Venezuela avec ceux du Bronx. L'organisation collabore avec quatre organisations qui ont à cœur de faire progresser le développement et la démocratie en Afrique grâce à une diaspora africaine plus forte. Récemment, l'organisation a eu une entrevue avec le nouveau Secrétaire général adjoint, Conseiller spécial pour l'Afrique, et ils se sont entendus pour travailler ensemble sur un projet en faveur de l'Afrique. Un partenariat a été mis en place avec la Fondation brésilienne pour les arts et des artistes de la diaspora en vue de monter une exposition qui utiliserait des matériaux recyclés dans le Bronx. Un partenariat avec le Moyen Orient et l'Afrique du Nord a également été noué avec l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Président de l'organisation et des assistants bénévoles ont participé à de nombreuses réunions aux Nations Unies ayant trait à des questions qui intéressent l'Institut et les communautés au service desquelles il travaille. Ces réunions ont permis de mieux appréhender les problèmes et de les relier à des problèmes voisins. Parmi ces réunions, on peut citer la quarante-neuvième session de la Commission du développement social, qui s'est déroulée du 9 au 18 février 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Président de l'organisation s'est entretenu avec un représentant du Bureau du Secrétaire général et avec le conseiller principal du Bureau des partenariats stratégiques de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies au sujet de la collaboration concernant le programme de bourses de perfectionnement pour la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'Institut s'est associé au Comité des organisations non gouvernementales pour le développement social afin de prévoir l'ajout de dispositions à l'appui des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le Comité a rédigé et présenté au forum de la société civile une déclaration favorable à une protection sociale minimale.

8. Institute for the Development of Education, Arts and Leisure

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

L’Institute for the Development of Education, Arts and Leisure cherche à promouvoir un nouveau système éducatif reposant sur le principe de « l’éducation par l’expérience », en accord avec les valeurs spirituelles, écologistes, économiques et humaines de Jaffray, Colombie-Britannique (Canada).

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités ont été notamment les suivantes :

- École de musique IDEAL pendant l’été, atelier de formation musicale d’une semaine, en juillet 2011. Les camps consacrés à la musique et aux arts (deux semaines) durant l’été sont des programmes importants à Jaffray depuis 2004.
- Séminaires d’éducation artistique annuels, qui se tiennent à Victor (États-Unis) depuis 2008. Depuis 2011, l’équipe d’animateurs communautaires de l’organisation se rend dans des écoles et des festivals régionaux pour présenter des ateliers interactifs.
- Exposés sur l’environnement (« Journée du miel ») destinés à apprendre aux enfants l’importance du miel et des abeilles autochtones dans l’écosystème.
- Visites et excursions IDEAL à la ferme de l’Institut, où les participants peuvent acquérir une expérience pratique.
- Programmes de bien-être IDEAL pour initier les enfants à la notion holistique de bien-être.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2008, des représentants étaient présents à Paris à la soixante et unième Conférence du Département de l’information pour les organisations non gouvernementales, tenue au siège de l’UNESCO. La Sous-commission pour la communication de la Conférence, avec le concours de l’Institut, a présenté « le coin des conteurs », lieu où les participants à la Conférence sont venus raconter leurs récits d’apprentissage de l’autonomie, d’action en faveur des droits de l’homme et de survie.

En 2009, l’Institut a organisé, en association avec le Comité des ONG sur les droits de l’enfant, un atelier extrascolaire sur la Convention relative aux droits de l’enfant, avec des intervenants du Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF), au Church Center for the United Nations, à New York le 14 octobre. En 2009 également, l’Institut a organisé la célébration du vingtième anniversaire de l’adoption de la Convention relative aux droits de l’enfant, sur le thème « Nous pouvons parler : Les enfants de New York brisent le silence sur les droits de l’enfant » (Siège de l’ONU, 9 décembre), avec la collaboration de la Mission permanente de Malaisie auprès de l’Organisation des Nations Unies, du New York City Department of Youth and Community Development et la coopération du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme et du Comité des ONG sur les droits de l’enfant.

En 2011, le représentant de l'organisation aux Nations Unies a participé à l'événement intitulé « Chantez un chant d'espoir : les droits des enfants de souche africaine », qui a rassemblé des jeunes et des artistes pour le Comité des ONG sur les droits de l'enfant et qui s'est déroulé au Church Center for the United Nations à New York le 17 novembre.

Pendant la période considérée, l'organisation s'est également beaucoup impliquée dans les activités des comités des ONG et des ONG, comme le Comité sur les droits de l'enfant; d'un groupe de travail sur le développement de la prime enfance et l'environnement; du Comité sur les droits de l'homme; du Sous-Comité sur le racisme; du Comité sur la spiritualité; et du programme de lutte contre la pauvreté du Mouvement international ATD Quart Monde.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs 4 et 5 du Millénaire, relatifs à la santé maternelle et infantile de la manière suivante :

a) Elle a organisé « La journée mondiale des femmes enceintes », tenue à Nelson, Colombie-Britannique (Canada), le 19 avril 2008. La journée est en passe d'être reconnue par les Nations Unies;

b) La Présidente et fondatrice de l'organisation, Natacha Kolesar, a animé une série de conférences sur l'éducation prénatale, la périnatalité et le yoga à Scottsdale, Sedona et Tucson (États-Unis) du 12 au 14 septembre. Des représentants ont présenté des communications sur l'éducation prénatale, plus précisément sur l'importance de la vie intra-utérine, lors de la conférence intitulée « Science meets our hearts » organisée par l'Association of Prenatal and Perinatal Psychology and Health à Nelson, du 25 au 27 septembre;

c) L'organisation a créé une académie pour la paix au Bangladesh en 2009, en association avec une ONG locale, Jaagoron. Elle a également mis au point un manuel utilisé pour former les instructeurs dans un village à l'extérieur de Dhaka, du 4 au 10 février;

d) Sa Présidente a organisé une série de neuf conférences sur l'éducation prénatale, la santé pré- et périnatale et les arts le 28 novembre 2010;

e) La Présidente de l'organisation a fait part de ses réflexions sur la question des femmes enceintes, des mères et des jeunes enfants en Haïti, le 5 février;

f) Le directeur du centre de bien-être de l'organisation a fait une présentation sur la périnatalité lors d'un symposium international d'ostéopathie à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie), du 10 au 12 juin, et des spécialistes du bien-être ont donné une série de conférences dans le but de promouvoir l'éducation périnatale, à Cranbrook (Canada), le 27 octobre.

9. Institut du développement social international

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Les objectifs et la mission de l'Institut du développement social international sont de construire un monde meilleur en faisant mieux connaître et en appliquant les principes directeurs des Nations Unies. Son slogan est « Une Terre, une famille », et ses projets, programmes et tout ce qu'il accomplit sont inspirés par la réalisation de cet idéal.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant la période considérée, les projets suivants ont été menés à bien, à l'appui des activités des Nations Unies :

- Objectifs 1 et 3 : projet d'entraide dans le quartier Nanoor du district de Birbhum au Bengale occidental (Inde) où l'organisation a formé des femmes à la broderie traditionnelle (kantha).
- Objectif 2 : projet d'alphabétisation fonctionnelle (sushiksha) exécuté actuellement dans les zones rurales et tribales des états indiens du Bengale occidental et du Jharkhand.
- Objectifs 4 et 5 : projet déjà commencé de services de santé intégrés (suswathya) destiné à améliorer la santé des populations rurales et tribales d'Inde, notamment les femmes et les enfants.
- Objectif 1 : projet en cours visant à former des jeunes et à leur donner les moyens de se prendre en charge pour qu'ils gagnent leur vie par le travail et échappent à la pauvreté (shramdaan),

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Institut a présenté une communication écrite aux auditions interactives informelles avec la société civile à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés en avril 2011, intitulée « Éradication de la pauvreté, compte tenu de ses liens avec l'intégration sociale et le plein emploi et un travail décent pour tous ».

En 2010-2011, dans l'optique du thème de l'Année internationale de la jeunesse, « dialogue et compréhension mutuelle », l'International Association of Ontopsychology a organisé une manifestation en collaboration avec la Bar Association for International Governmental Organizations, l'Association Internationale des Formateurs en OMD et l'International Association for Humanitarian Medicine Brock Chisholm, avec le concours spécial de l'organisation et de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et d'institutions similaires (Genève, 20 juin 2011). Le Secrétaire général et un membre de l'Institut étaient présents et ont présenté des exposés.

Le débat de haut niveau comprenait des sessions portant sur l'examen ministériel annuel, le Forum pour la coopération en matière de développement et d'autres sujets. Le thème de l'examen ministériel annuel était la mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière

d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, tandis que le Forum pour la coopération en matière de développement a mis l'accent sur la coopération au développement en temps de crise et les nouveaux engagements pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

L'Institut a fait des communications écrites et orales aux deux sessions sur les deux sujets. Le débat de haut niveau s'est déroulé à New York du 28 juin au 2 juillet. Le projet de l'Institut a été choisi par le Département des affaires économiques et sociales comme modèle pour les pratiques exemplaires en matière de projets d'ONG à l'échelle mondiale; des informations peuvent être obtenues sur le site Web relatif aux pratiques exemplaires.

L'organisation a participé à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, tenue en septembre 2010, et a présenté une communication écrite sur le thème : « Coopération au développement en temps de crise : de nouveaux engagements pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

Tous les projets et programmes de l'organisation répondent à un ou plusieurs Objectifs du Millénaire pour le développement. Depuis 2000, ils sont tous axés sur la réalisation de ces objectifs ou la mobilisation dans ce sens.

10. Institute of Marine Engineering, Science and Technology

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

L'Institute of Marine Engineering, Science and Technology, fondé à Londres en 1889, est la première organisation internationale et société savante pour les spécialistes de la mer, avec plus de 15 000 membres dans le monde entier. L'organisation bénéficie d'une forte présence internationale, avec un vaste réseau de 50 agences internationales, des affiliations avec les plus grandes sociétés maritimes du monde, une représentation dans les principaux comités techniques sur le milieu marin et un statut non gouvernemental à l'Organisation maritime internationale (OMI).

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé aux travaux de la Commission océanographique intergouvernementale; du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat; de l'OMI; de l'Autorité internationale des fonds marins; du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale; et de la Convention de Londres et son Protocole, par le biais de réunions, d'ateliers, de groupes techniques, groupes de travail ou groupes de travail par correspondance et de consultations internationales; de la tenue de rubriques consacrées à l'OMI et au droit de la mer sur le site Web de l'organisation; de la promotion des activités des Nations Unies sur son site Web sous la forme de revues, magazines et livres de l'organisation, d'événements et

d'expositions se rapportant à la société savante des professionnels et organisés et/ou parrainés par l'organisation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a participé aux réunions suivantes : sessions du Conseil exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale; assemblée générale de la Commission de 2009, tenue à Paris; réunions du Comité de la protection du milieu marin et du Comité de la sécurité maritime de l'OMI, des Sous-comités de l'OMI sur les liquides et gaz en vrac, sur la conception et l'équipement des navires, sur la protection incendie, sur l'application des instruments par l'État du pavillon, sur les normes de formation et de veille; réunions du groupe technique responsable de la lutte contre la pollution par les hydrocarbures et contre les déversements de produits chimiques dangereux/nocifs. Elle a également participé à une conférence diplomatique sur la Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, qui s'est tenue à Manille en 2010; à un atelier sur les aspects environnementaux du Code polaire, qui a eu lieu à Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) en 2011; à une réunion du groupe d'études mondial sur le projet de partenariats GloBallast mis sur pied par le Fonds pour l'environnement mondial, le PNUD et l'OMI (Londres, octobre 2010); au Forum des constructeurs navals consacré à la Convention sur la gestion des eaux de ballast, qu'elle a coorganisé et coanimé (Singapour, novembre 2010, et Istanbul (Turquie), 2011); et aux réunions de la Conférence des Parties à la Convention de Londres et à son Protocole et du Groupe de travail sur la fertilisation des océans (Montréal (Canada), 2011). Elle a fait des communications sur les questions suivantes : coût de dépollution marginal/rapport coût-efficacité des mesures en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et bilan actualisé; logistique de la mise en œuvre; évaluation et application de la Convention sur la gestion des eaux de ballast; noir de carbone; gestion de la salle des machines.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a reçu le Comité directeur scientifique du Système mondial d'observation des océans relevant de la Commission océanographique intergouvernementale/Groupe d'experts pour les observations intégrées des zones côtières à Londres en mars 2010; a apporté son concours à une réunion analogue à Perth (Australie), en 2009; a coorganisé une exposition d'Océanography International sur le Système mondial d'observation des océans à Londres en 2010; a apporté son appui à une journée d'études du Comité directeur scientifique du Système mondial d'observation des océans sur les initiatives conjointes en matière d'océanographie opérationnelle à l'échelle mondiale entre les États-Unis et l'Union européenne; a prêté son concours à la Commission technique mixte Organisation météorologique mondiale-Commission océanographique intergouvernementale sur l'océanographie et la météorologie marine; a coparrainé avec le bureau de Perth de la Commission océanographique intergouvernementale une récompense annuelle distinguant des étudiants par l'intermédiaire de l'antenne de l'organisation en Australie de l'Ouest; s'est associée à la célébration du cinquantième anniversaire de la Commission océanographique intergouvernementale; et a fourni des éléments d'informations concernant le domaine maritime pour le cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation viennent à l'appui de la réalisation des Objectifs 3, 7 et 8 du Millénaire pour le développement.

11. Institute of Social Studies Trust

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

L'Institute of Social Studies Trust est une organisation non gouvernementale, à but non lucratif, dont le siège est à New Delhi.

Objectifs et mission de l'organisation

L'organisation a pour objectif général la recherche à vocation pratique dans le but de susciter des changements sociaux, en privilégiant les moyens d'existence, le travail et le bien-être des communautés vulnérables dans une perspective d'égalité des sexes. L'organisation tente de jeter une passerelle entre recherche, action et politique, avec l'ambition de promouvoir la justice sociale et l'égalité pour les déshérités. Ses recherches se fondent sur une démarche pluridisciplinaire. Le champ de ses recherches va de l'analyse des politiques et des données macroéconomiques aux recherches sur les actions microéconomiques en Inde et ailleurs. L'Institut organise des séminaires et des ateliers destinés à associer les experts aux débats sur les problèmes actuels et à partager et faire connaître aux spécialistes et aux décideurs les enseignements tirés des recherches. Le centre de documentation du bureau principal de l'organisation propose des informations et des services documentaires aux chercheurs et aux spécialistes et renferme des documents publiés et non publiés, à la fois en version imprimée et numérique. Son centre social, situé dans une communauté pauvre de East Delhi, envisage de donner des moyens d'action aux femmes, enfants et adolescents issus de foyers défavorisés grâce à la mobilisation de la communauté, à des actions en justice, à des ressources éducatives et à d'autres services publics.

Contribution à des activités des Nations Unies

Entre 2008 et 2011, l'organisation a contribué aux activités des Nations Unies à travers ses programmes de recherche et de sensibilisation. En 2008, l'organisation a apporté son appui à l'initiative du PNUD en Inde en produisant un document sur la situation des femmes et les difficultés qui existent dans quelques états indiens, dans le cadre d'un rapport plus long qui avait pour objet de mobiliser pour la lutte contre l'exclusion par des politiques et programmes appropriés. L'étude de l'organisation consacrée à une nouvelle réflexion sur l'éducation universelle cherche à saisir l'évolution de l'enseignement élémentaire dispensé aux enfants pauvres d'Inde au cours des 10 dernières années. En 2008, l'Institut a organisé plusieurs réunions avec des travailleurs à domicile, des employés de maison et des travailleurs de la pêche sur des stratégies à adopter pour faire prendre conscience de leurs conditions de vie et de travail et de leurs besoins. En 2009, il a conduit une étude rapide pour évaluer les effets du ralentissement financier et économique sur l'artisanat. La même année, il a réalisé une étude sur la loi indienne intitulée Equal Remuneration Act (1976).

De plus, l'organisation a fourni des informations techniques à l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour réaliser une consultation nationale sur les méthodes actuelles en matière d'emploi et sur le travail des femmes en Inde. Un stage de trois jours a eu lieu, en liaison avec l'UNICEF, sur l'éducation des enfants et la protection de l'enfance. L'Institut a mené des enquêtes sur la loi intitulée Mahatma Gandhi National Rural Employment Act du point de vue de la protection sociale, a examiné un projet de l'OIT sur les emplois verts afin de mesurer les progrès accomplis sur la voie de la concrétisation de ces emplois et a évalué le programme de développement humain du PNUD en Inde.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- 2009 : des représentants ont assisté à une conférence du Secrétaire général (Genève, 6 mars); et participé à la Journée internationale de la femme (Genève, 8 mars).
- 2010 : un représentant a assisté à une réunion sur le thème « Beijing +15 : la représentation des femmes » (New York, 3 mars).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Projets de recherche en association avec le PNUD sur le développement solidaire et un programme de développement humain en Inde.
- Ateliers pratiques avec des femmes travaillant dans le secteur de l'économie parallèle sur leurs conditions de vie et de travail, appuyés par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).
- Ateliers sur les mesures à prendre et aide technique apportée à l'OIT sur plusieurs projets.
- Concertation avec l'UNICEF sur l'éducation des enfants et la protection de l'enfance.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

Les recherches et autres activités de l'organisation sont directement ou indirectement liées aux Objectifs du Millénaire pour le développement. Cependant, les activités du centre social de l'organisation ont pour principal objet d'éliminer la pauvreté et la faim.

12. International Association against Painful Experiments on Animals

Statut consultatif spécial : 1972

Introduction

L'International Association against Painful Experiments on Animals fait campagne à travers le monde en faveur d'une éducation et d'une recherche qui fassent preuve d'humanité. Elle a été créée en 1969 pour coordonner les activités pacifiques des groupes du monde entier opposés à l'usage cruel d'animaux à des fins expérimentales et pour inciter à la mise au point de procédures et techniques qui

non seulement remplacent l'utilisation d'animaux mais donnent également des résultats plus sûrs et plus fiables pour les humains.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a soutenu activement et attiré l'attention sur les programmes audacieux de l'UNESCO et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour sauver les grands singes. L'Association a contribué à interdire l'utilisation des grands singes dans la recherche biomédicale au Japon, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède. Étant donné que 150 espèces disparaissent toutes les 24 heures, l'Association coopère avec les Nations Unies pour sensibiliser le monde à l'importance de la diversité et de la protection des espèces en danger et de leur habitat, en favorisant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à un certain nombre de séances d'information hebdomadaires du Département de l'information et des organisations non gouvernementales au Siège des Nations Unies à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a poursuivi son travail au sein de l'UNESCO afin d'encourager cet organisme à créer une commission d'enquête indépendante chargée d'apprécier le bien-fondé des tests sur les animaux et la possibilité de techniques de substitution.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation concourt à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement par l'éducation, et ses représentants donnent d'innombrables conférences dans les écoles, collèges et universités du monde entier. Elle supervise également un centre d'information international et cinq sites Web dans les langues suivantes : allemand, anglais, arabe, chinois, coréen, espagnol, français, grec, hébreu, hindi, hollandais, hongrois, italien, japonais, malais, ourdou, persan, polonais, portugais, russe, suédois, tchèque, thaï, turc, ukrainien et vietnamien. En 2010, ses sites Web multilingues ont attiré des visiteurs de 189 pays différents.

13. Fédération internationale de l'automobile

Statut consultatif spécial : 1972

Introduction

Fondée en 1904, la Fédération internationale de l'automobile est une fédération mondiale qui compte 228 clubs automobiles et touring clubs ainsi que des associations dans 130 pays sur cinq continents. La Fédération, dont le siège est à Paris, représente les intérêts de millions d'usagers de la route, de consommateurs et de touristes à travers le monde; elle est aussi l'instance dirigeante du sport automobile mondial. Compte tenu du rayon d'action et de l'importance de

l'organisation, ses prises de position comptent beaucoup et elle jouit d'un prestige et d'une réputation considérables à l'échelle internationale.

Objectifs et mission de l'organisation

Agissant au nom de ses membres affiliés, la Fédération s'efforce de promouvoir la liberté de mouvement pour tous au moyen de véhicules abordables, sûrs et propres; de défendre les droits des consommateurs qui se déplacent en automobile; de soutenir l'harmonisation des règles relatives à la fabrication et l'usage des voitures; de protéger les usagers de la route d'une taxation abusive et de lois trop restrictives; et d'encourager un tourisme écologiquement viable, qui ne nuise pas à l'environnement et respecte les cultures nationales, régionales et locales. La Fédération est partie prenante dans une large palette de programmes, de recherches sur le terrain et de campagnes de sensibilisation.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération est dotée du statut consultatif spécial auprès des Nations Unies depuis 1972. Elle a participé, comme par le passé, aux activités de l'ONU pendant les quatre dernières années, assistant aux réunions et présentant des rapports écrits et oraux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération joue un rôle actif dans les nombreuses réunions des différents groupes de travail des Nations Unies, en particulier dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe à Genève. Elle participe à la session plénière du Comité des transports intérieurs lorsque les directives et programmes de travail à court et long terme sont établis par le Comité et ses organes subsidiaires. La Fédération intervient régulièrement dans les séances du groupe de travail de la sécurité de la circulation routière. Elle prend part au Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules, ainsi qu'aux réunions de son groupe de travail subsidiaire sur la sécurité passive et de son groupe d'experts de la pollution et de l'énergie. Elle suit également de près les travaux du groupe de travail informel sur la procédure de contrôle harmonisée des véhicules légers à l'échelle mondiale. La Fédération s'est impliquée pleinement dans les récentes révisions des conventions douanières des Nations Unies relatives à l'importation temporaire de véhicules routiers privés (1954) et de véhicules routiers commerciaux (1956) et de la Convention sur la circulation routière (1968) et collabore toujours à l'actualisation de ces conventions. À cet effet, la Fédération a assisté à des réunions du groupe de travail sur les questions douanières touchant les transports. En ce qui concerne les conventions relatives aux véhicules de 1954 et 1956, la Fédération gère conjointement avec l'Alliance Internationale de Tourisme un réseau de documents de douane qui permet de faciliter le mouvement des véhicules privés et commerciaux à travers les frontières.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération s'emploie avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à réaliser les objectifs de la Décennie d'action pour la sécurité routière et est récemment devenue membre du Groupe des Nations Unies pour la collaboration en matière de sécurité routière, présidée par l'OMS. La Fédération est membre affilié

de l'Organisation mondiale du tourisme et suit attentivement les travaux du PNUE. Elle se tient également informée des travaux connexes effectués par les commissions économiques d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, et d'Asie occidentale. La Fédération attache une grande importance à l'action des Nations Unies et de ses organismes spécialisés et conserve un rôle actif dans les domaines qui relèvent de ses compétences.

14. International Buddhist Relief Organisation

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

L'International Buddhist Relief Organisation offre une aide pratique, financière et directe à tous les êtres humains partout dans le monde. Les humains doivent se respecter les uns les autres, quelle que soit la diversité de leurs croyances, cultures et langues, et les différences au sein des sociétés et entre les sociétés ne doivent ni être craintes ni réprimées. À l'échelle mondiale, le fonctionnement et la gestion de tous les programmes de l'organisation sont assurés par des membres et des bénévoles, qui règlent leurs dépenses sur leurs propres deniers.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les projets et les activités se sont étoffés depuis la dernière période à l'examen. La clinique de Tithandizane en Zambie a été rénovée. Ce projet fournit de précieux services à 62 villages. À la clinique Amitha en Malaisie, des infirmiers et docteurs bénévoles gèrent plusieurs projets, dispensent des soins médicaux gratuits à ceux qui n'ont pas les moyens ainsi qu'une assistance, des conseils et de l'aide pour les problèmes familiaux et la violence dans la famille. Au Royaume-Uni, des bénévoles aident les personnes dans le besoin grâce à des programmes comme, par exemple, un accompagnement psychologique, la méditation, un soutien antistress, la réadaptation à la suite de toxicomanie et d'alcoolisme ou d'autres formes de consommation de substances toxiques, y compris le tabac. Des cours pour les chômeurs et des cours de culture physique sont également proposés. Une aide financière et d'autres moyens ont été offerts par le Président de l'organisation et d'autres membres pour les projets suivants : la Sri Lankan Nursery (maternelle sri lankaise), qui accueille 100 enfants, et octroie des bourses à 500 enfants, de l'école primaire à l'université. L'organisation soutient également la mise en place de projets générateurs de revenus pour les femmes. Ces quatre dernières années, elle a aidé les victimes de catastrophes naturelles et leur a fourni nourriture, abris, médicaments et autres produits de première nécessité. Le centre social Upekkha Bo Sevena pour les indigents du quartier est opérationnel, grâce aux fonds de l'antenne de l'organisation basée à Singapour. Par ailleurs, l'organisation propose des cours d'informatique pour les enfants, ainsi qu'une pouponnière et des cours de mécanique automobile. D'autre part, elle est venue en aide à des populations d'Inde, du Myanmar et de Thaïlande.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Si la communication généralisée par courrier électronique s'est améliorée, et bien que la présence physique aux réunions soit encouragée, faute de soutien

financier, il arrive que la participation des membres de l'organisation excède leurs moyens. Malgré sa situation financière difficile, l'organisation entreprend de grands projets qui vont dans le sens de l'action des Nations Unies. Elle travaille au service de l'ONU à travers ses activités de communication et sa participation aux programmes des Nations Unies, comme l'éradication de la pauvreté et la promotion de l'éducation et de la paix. L'organisation est accréditée auprès de l'ONU à New York, Genève et Vienne, ainsi qu'auprès de l'UNICEF et l'UNESCO. Ses représentants sont sélectionnés pour leur volonté farouche d'atteindre tant les objectifs de l'organisation que ceux de l'ONU et de ses organes subsidiaires. Toutefois, la latitude et les moyens dont disposent ses membres pour participer aux conférences et autres réunions des Nations Unies sont fortement conditionnés par leur situation financière personnelle.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Parmi les relations avec les organismes de l'ONU et les organismes d'aide humanitaire concernés, on peut citer : l'UNICEF, à qui l'organisation a fait don de 1 000 dollars pour l'épauler dans son action en Haïti, et la Croix-Rouge, à qui elle a fait don de 1 000 dollars pour les secours à la suite des inondations au Pakistan ainsi que 1 000 dollars pour les secours après le tsunami au Japon. Certains membres de l'organisation sont membres d'ONG, sociétés et associations civiles locales, ainsi que d'organisations internationales, telles que Soroptimist International et la Croix-Rouge. L'organisation tient à tisser des relations avec ces organisations et d'autres.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique, Asie et Europe, concernant l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim et la garantie de l'éducation pour tous, la santé et la protection de l'environnement.

Renseignements complémentaires

L'organisation travaille au niveau mondial en partenariat avec certaines ONG internationales. En dépit de ses fonds limités, l'organisation a réussi à contribuer de façon non négligeable à la concrétisation des objectifs qu'elles ont en commun.

15. Bureau international catholique de l'enfance

Statut consultatif spécial : 1952

Introduction

Créé en 1948, le Bureau international catholique de l'enfance est un réseau international catholique d'organisations qui se vouent à la promotion et la défense des droits des enfants et de leur dignité. Cette organisation française à but non lucratif est présente dans 66 pays sur quatre continents à travers ses organisations membres et partenaires.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a coorganisé une manifestation en marge du débat de haut niveau du Conseil économique et social intitulée « Approche fondée sur les droits de l'homme : élément clef pour accélérer la réalisation des objectifs arrêtés à l'échelon international et des engagements en matière d'éducation » (Genève, 6 juillet 2011).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au-delà de la présentation régulière de communications orales et écrites et l'organisation d'activités en marge des sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil des droits de l'homme, l'organisation a prêté une attention particulière aux journées annuelles du Conseil des droits de l'homme portant sur les droits de l'enfant, qui ont eu lieu lors des dixième, treizième et seizième sessions. L'organisation a saisi l'occasion pour travailler avec d'autres ONG à l'organisation de manifestations parallèles et à la présentation de déclarations conjointes sur les réalisations et les difficultés pour traduire entièrement dans les faits la Convention relative aux droits de l'enfant, la lutte contre les violences sexuelles à l'égard des enfants et la promotion et défense des enfants qui travaillent et/ou vivent dans la rue. D'autre part, l'organisation a invité des représentants de certaines de ses organisations membres et partenaires locales à assister aux réunions ayant un rapport avec les problèmes posés, les a sensibilisés à l'action des Nations Unies dans le domaine des droits de l'enfant et des droits de l'homme et leur a offert une tribune pour qu'ils témoignent de leur action sur le terrain. L'organisation a adopté la même démarche participative pour la réunion du Comité des droits de l'enfant consacrée à la question des enfants des parents incarcérés. Dans le cadre de l'examen périodique universel établi par le Conseil des droits de l'homme, certaines des recommandations de l'organisation concernant la situation des droits de l'enfant au Népal, en République démocratique du Congo et au Togo ont été reprises dans les rapports publiés par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé aux préparatifs et a envoyé des représentants au troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, organisé par l'UNICEF, le Gouvernement du Brésil, le Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant et la Fondation ECPAT International (Rio de Janeiro (Brésil), 25-28 novembre 2008). L'organisation a également présenté au Comité sur les organisations non gouvernementales internationales du Conseil exécutif de l'UNESCO de la documentation sur le projet qu'elle a mis en chantier en République de Moldova, intitulé « My child stayed back » (Paris, 5-6 mai 2011). Le congrès international de l'association sur le droit à l'éducation des enfants qui sont séparés de leur famille et exclus de la société s'est tenu à la Maison de l'UNESCO et a été officiellement inauguré par le Sous-Directeur général pour l'éducation de l'UNESCO (Paris, 23-25 mai 2011).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement

Pour traduire en actes l'objectif 2, l'organisation a mis sur pied le projet « Smiling Cambodian Children » dans les régions de Sihanoukville et Battambang (Cambodge). Un total de 10 écoles informelles ont été ouvertes, dont bénéficient 1 000 enfants chaque année; 15 enseignants ont été recrutés et formés pour enseigner à plus de 600 enfants dans ces écoles. Pour parvenir aux objectifs 4 et 5,

l'organisation a élaboré un projet au Mali intitulé « Jeunes filles et jeunes mères en détresse », qui apporte un soutien aux jeunes filles enceintes et assure une enfance saine au petit enfant. Plus de 250 mères adolescentes et filles victimes de mauvais traitements ou d'exploitation sont accueillies chaque année dans le centre de l'organisation, grâce au projet « Un toit, une vie ». Plus de 1 500 adultes, parmi lesquels des fonctionnaires de police et des travailleurs sociaux, sont également impliqués dans le projet.

Renseignements complémentaires

Pour marquer le vingtième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'organisation a lancé un appel mondial pour une nouvelle mobilisation en faveur de l'enfance, qui a réuni plus de 10 000 signatures de 81 pays différents, et a organisé une conférence à Genève en juin 2009, à laquelle les pouvoirs publics, des experts des Nations Unies et des ONG ont présenté des informations sur la situation des enfants dans le monde depuis l'adoption de la Convention. Le même jour, une exposition de photos sur la dignité et les droits de l'enfant a été inaugurée à l'Office des Nations Unies à Genève par le Directeur général et l'Observateur permanent du Saint-Siège auprès des Nations Unies et des organismes spécialisés à Genève.
